

Etats-Unis : Défense et politique étrangère

MAI 2014

[Maya Kandel, responsable du programme Etats-Unis à l'IRSEM](#)

Sommaire

Afrique, une présence pour le long terme	1
Europe, réassurance et retour de l'OTAN ?	3
Moyen-Orient, Golfe, la quête d'un nouvel équilibre	3
Asie, le pivot sous pression à Shangri-La	3
L'Arctique, région d'avenir	4
L'emploi de la force et les armes du 21 ^e siècle	4
Cyber, NSA, le grand débat continue	5

Le mois dernier a été marqué par un regain d'attention de Washington pour l'**Afrique**, lié bien sûr à l'actualité (Boko Haram) ; le maintien d'une présence militaire américaine sur le long terme a été confirmé avec la reconduction de l'accord entre les Etats-Unis et **Djibouti**.

Pour le reste, on pourrait presque résumer la politique étrangère américaine au terme de **réassurance**, point commun de multiples initiatives récentes, de l'**Europe** à l'**Asie** en passant par le **Golfe**. Réassurance partout donc, défense anti-missiles toujours, mais aussi réflexion sur l'évolution de l'*American way of war*, l'**emploi de la force** et le rôle de la **NSA**.

Enfin, déclenché sans doute par l'évolution de la relation américano-russe également, on notera un intérêt plus marqué à Washington pour l'**Arctique**, du côté du Pentagone et soutenu par le Congrès – donc à suivre.

Afrique, une présence pour le long terme

Le Nigeria a été au cœur de l'actualité le mois dernier. On pourra consulter cet utile [Backgrounder du CFR](#) sur l'implication, les intérêts et les stratégies possibles des Etats-Unis au Nigeria. Du côté du Congrès, les lois Leahy ont constitué un « [obstacle significatif](#) » à l'implication de l'armée américaine dans l'entraînement d'unités de l'armée nigériane. L'enlèvement des jeunes lycéennes par Boko Haram a [levé certains obstacles](#) grâce à la demande officielle d'aide par le président Jonathan, et semble conduire à une augmentation de l'implication américaine. En particulier, cet article parle de [collaboration sans précédent](#) dans le domaine de l'échange de renseignement. Le Congrès est demeuré très impliqué (du moins jusqu'au scandale suivant concernant les vétérans) organisant

notamment une [audition avec un témoin](#) nigérian qui a raconté aux élus américains son enlèvement par Boko Haram. Enfin, les Etats-Unis ont finalement dépêché une [équipe de 80 militaires](#) pour aider le gouvernement nigérian dans la lutte contre Boko Haram. Il s'agirait d'une équipe de soutien aux drones Predator (mais l'article ne précise pas le nombre de drones déplacés sur le Nigeria).

Dans l'Amérique post-Benghazi (l'attaque de septembre 2012 qui a coûté la vie à l'Ambassadeur américain en Libye, également une affaire hautement politisée aux Etats-Unis car utilisée comme « frappe préventive » des républicains contre la candidature potentielle d'Hillary Clinton), c'est devenu la nouvelle norme, le « [new normal](#) » : les équipes d'intervention d'urgence (*crisis response teams*) se généralisent. L'une d'entre elles, pour l'Afrique et basée en Espagne, a été [déplacée en Sicile](#) pour répondre à de nouvelles inquiétudes concernant l'Afrique du Nord (apparemment en Libye). Toujours sur la Libye, le projet américain de [formation de troupes libyennes](#) est au point mort pour des problèmes de financement et de sécurité. Voir aussi sur la Libye le [très bon rapport](#) du CRS. Enfin, on pourra lire le [riche témoignage](#) de F. Wherey au Congrès sur « la crise de sécurité libyenne et comme les Etats-Unis peuvent aider ».

Djibouti demeure le cœur, le « hub » de l'anti-terrorisme américain, comme le montre [la reconduction de l'accord](#) entre Djibouti et les Etats-Unis pour 10 ans, renouvelable 10 ans. Une présence augmentée, qui [confirme](#) que les Etats-Unis sont là pour le long terme en Afrique. Par ailleurs, le Pentagone a prévu de [dépenser plus d'un milliard de dollars](#) sur les 25 prochaines années pour rénover et étendre la base de Camp Lemonnier. Enfin, il semblerait, [selon le New York Times](#), que la Russie ait également approché le gouvernement de Djibouti pour une éventuelle base, ce que les autorités locales auraient refusé (on imagine sous amicale pression de Washington).

Les auditions du mois dernier ont par ailleurs confirmé que, pour le Congrès, AFRICOM est désormais en première ligne dans la nouvelle phase de la lutte anti-terroriste. Sur ce sujet, on pourra lire cet article intéressant sur le [contre-terrorisme en Afrique et les Etats faillis](#) dans la revue de sécurité de la Fletcher School, université qui a un bon département de relations internationales.

A noter, ces [révélations du New York Times](#) sur l'entraînement d'unités contre-terroristes africaines par des forces spéciales américaines en Libye, Niger, Mauritanie, Mali. Ces « révélations » ont précédé de deux jours le discours de politique étrangère que le président Obama a prononcé à l'Académie militaire de Westpoint (voir aussi ci-dessous), dont l'aspect le plus novateur est sans doute l'annonce de la création d'un nouveau fonds destiné à la lutte contre-terroriste avec des partenaires des Etats-Unis « du Sahel à l'Asie de l'Est » de 5 milliards de dollars (« *Counterterrorism Partnerships Fund* »). En réalité, plusieurs programmes existent déjà au sein du budget du Pentagone depuis 2005 pour les plus anciens (voir [cet article](#)), mais il y aurait là, si le Congrès accepte de voter le nouveau budget, un saut quantitatif. Certains commentateurs notent par ailleurs les [furieuses ressemblances](#) entre ce nouveau plan et la « *Global War on Terrorism* » de George W. Bush.

On lira surtout cet article certainement [le plus intéressant](#) sur le discours de Westpoint (car la plupart sont très attendus sur la lassitude de la population américaine et la « faiblesse » ou non du leadership sous Obama), qui s'interroge sur le bilan de l'expérience américaine récente en matière de contre-terrorisme et contre-insurrection. Toujours sur le discours d'Obama à Westpoint : le [texte intégral du discours](#), les [réactions des experts de la Brookings](#), et [celle du public américain](#).

A consulter également, [l'index 2013 des Etats faillis](#) où les pays africains figurent en bonne place.

Enfin, on notera que Washington a nommé un [ambassadeur en Somalie](#) pour la première fois depuis 23 ans.

Europe, réassurance et retour de l'OTAN ?

Alors qu'on avait beaucoup parlé il y a peu du départ des derniers chars américains d'Europe, les voici [de retour](#) – la crise ukrainienne est passée par là. A lire également cet [article sur le rôle dévolu à l'Europe](#) dans la dernière QDR américaine, qualifié de « pas complètement irréaliste mais clairement ambitieux ». Enfin, voici une [enquête intéressante](#) sur la guerre de l'information dans la crise ukrainienne : la guerre des agences de relations publiques à Washington et qui les emploie.

Obama a donc annoncé lors de son voyage en Europe une nouvelle initiative américaine pour l'Europe (*European Reassurance Initiative*) en direction de l'OTAN et particulièrement ses membres d'Europe orientale : en voici la « [factsheet](#) » détaillée sur le site de la Maison Blanche. Côté défense, les [projets du Pentagone](#) pour l'Europe, si le Congrès accepte de financer cet autre nouveau fond, incluent une augmentation des rotations de troupes, des exercices conjoints, et l'envoi de matériels supplémentaires.

Toujours sur l'OTAN, certains se demandent si la fin de l'ISAF signe la [fin de l'OTAN](#), en réponse à l'annonce d'Obama sur les 9800 soldats américains destinés à rester sur place post-2014 (9800 sans compter les sociétés militaires privées, [note judicieusement](#) cet article).

Enfin pour finir, la [Triade 2.0](#) selon *Foreign Affairs*, ou comment les tensions entre Moscou et Washington ont relancé le triangle Chine/Russie/Etats-Unis, en mettant cette fois la Chine en position de force.

Moyen-Orient, Golfe, la quête d'un nouvel équilibre

L'[Irak veut des drones](#) et acceptera des militaires américains sur son sol si telle est la condition. Le Congrès de son côté veut un [pacte militaire avec les pays du Golfe](#) (à destination de l'Iran).

Toujours sur le Golfe, Hagel est retourné dans la région pour [rassurer les alliés](#) américains. Il les a également encouragés à accélérer la mise en place d'un [système de défense anti-missiles](#) intégré. Peu après c'est le [CEMA américain Dempsey](#) qui a refait une nouvelle tournée, toujours en « mode réassurance ». Pour en savoir plus sur la stratégie américaine dans le Golfe, voir ce rapport de la Carnegie sur la [recherche par Washington d'un nouvel équilibre dans la région](#) (et [ici](#)). Enfin, qui dépense le plus pour [influencer la politique américaine](#) ? En 2013 : les Emirats Arabes Unis.

Les batailles entre le Congrès et l'administration touchent de plus en plus de sujets, mais sur la politique étrangère on notera le mois dernier en particulier les divisions sur les [hélicoptères à destination de l'Egypte](#) et sur [l'aide aux Palestiniens](#) après l'accord Fatah-Hamas.

A lire absolument, cet entretien avec l'ambassadeur américain en Syrie Robert Ford qui explique ici pourquoi il démissionne. Il éclaire notamment les divisions et désaccords entre la [Maison Blanche et le département d'Etat](#) sur la Syrie.

Asie, le pivot sous pression à Shangri-La

Le Congrès semble avoir enfin décidé de [s'impliquer sérieusement dans la stratégie du pivot](#) ou rééquilibrage vers l'Asie. Mais les obstacles à cette politique viennent également du Congrès, qui relaie l'opposition à ce qui devait être l'un des éléments-clés du pivot, le Traité TransPacifique (TPP). Obama a du souci à se faire car [l'opposition émane davantage des démocrates](#) que des républicains. Pour l'instant, les négociations semblent devoir rester au point mort jusqu'aux *midterms* de novembre, car le sujet est potentiellement trop dangereux pour les démocrates en campagne.

A ce propos, on pourra lire cet article intéressant sur les [obstacles au leadership américain émanant du Congrès](#), qui brouillent les signaux envoyés par Washington et donc la politique étrangère américaine (car le TPP n'est pas seul en cause, il y a aussi la réforme du FMI, la ratification de la Convention sur le droit de la mer, la collaboration avec la justice internationale, etc.).

Sur Shangri-La, ce [compte-rendu pointe les inquiétudes](#) dans la région face à la Chine, inquiétudes qui provoquent des appels à une plus forte implication américaine. La politique américaine semble axée sur les efforts pour [faire évoluer l'architecture de sécurité en Asie](#), efforts qui ne pourront porter que [sur le long terme](#) et Washington en est conscient. Enfin cet article note que les échanges ont été particulièrement « [caustiques](#) », comme on n'en avait pas vu depuis des années entre Japon, Chine et Etats-Unis particulièrement.

Shangri-La aura par ailleurs été l'occasion de noter que si le discours d'Obama et les efforts de l'essentiel de son équipe de politique étrangère semblent focalisés sur le contre-terrorisme, Hagel lui est [en charge de l'Asie et du pivot](#). Hagel a par ailleurs profité de Shangri-La pour présenter les [avancées sur la défense anti-missiles](#) en Asie, insistant encore sur la volonté américaine d'intégrer dans un système « trilatéral » Corée du Sud et Japon – mais des obstacles demeurent entre Séoul et Tokyo.

Enfin voici un curieux article sur la stratégie chinoise face aux porte-avions américains dans le Pacifique, reposant apparemment sur le principe que « [la quantité peut vaincre la qualité](#) ».

L'Arctique, région d'avenir

L'Arctique est à l'honneur à Washington. Implication du Pentagone d'abord, qui étudie les capacités nécessaires pour [booster sa présence dans la région](#). Le Congrès de son côté demande que soit nommé un ambassadeur américain pour l'Arctique, pour réaffirmer que les Etats-Unis sont bien une [nation de l'Arctique](#) (un message à Poutine semble-t-il). Enfin, *Foreign Policy* présente une brève et utile [histoire de la souveraineté](#) en Arctique ; voir également un document similaire avec une [vocation prospective par le CFR](#).

L'emploi de la force et les armes du 21^e siècle

Les partenariats sont devenus la forme privilégiée, [la norme dit cet article](#), de l'engagement américain à l'étranger. Une question qui se pose est de savoir dans quelle mesure il faut équiper les partenaires avec les « [armes du 21^e siècle](#) ». Sur le même sujet, voir aussi ce rapport du [think tank européen FRIDE](#). A lire avec cette [interview du général Odierno](#) (chef d'état major de l'Army) sur l'avenir de l'armée, qui explique que « aujourd'hui un soldat américain déployé à l'étranger coûte deux fois plus cher qu'en 2001 ». Par ailleurs, l'US Army a remis à jour son [manuel de contre-insurrection](#).

Le CNAS présente un rapport sur les [questions-clés posées par la QDR](#), ainsi qu'un fort utile autre rapport sur « la [robotique du champ de bataille](#) » et les avantages opérationnels des « systèmes inhabités autonomes ». Enfin cet article de *Breaking Defense* présente la [nouvelle flotte expéditionnaire américaine](#), avec l'Asie en ligne de mire.

Sur la question de l'emploi et de l'autorisation de la force, on notera que lors des débats au Congrès sur la loi d'autorisation (première phase de la loi budgétaire) du Pentagone pour 2015 la [Chambre a rejeté](#) par 233 contre 191 une proposition qui visait à déclarer l'expiration de l'autorisation d'utiliser la force votée après les attentats du 11 septembre 2001. Micah Zenko signe par ailleurs un [article](#)

[pertinent](#) sur les changements dans l'emploi des drones armés depuis le discours d'Obama en mai 2013 à la NDU, il y a un an, qui annonçait de nombreuses inflexions : le bilan est maigre.

Enfin le dernier numéro du magazine *The American Interest* (mai-juin 2014) offre une [sélection intéressante sur le désengagement américain](#) (« *America Self-Contained?* ») avec des points de vue d'universitaires et d'experts du monde entier.

Cyber, NSA, le grand débat continue

Sur le « grand débat » sur vie privée vs. sécurité nationale, on pourra lire cet [essai de la Brookings](#) intitulé « *Life Liberty and the Pursuit of Terrorists* ».

La loi pour restreindre les pouvoirs de la NSA (« *USA Freedom Act* ») a été [approuvée par une majorité bipartisane](#) à la Chambre. Les changements, s'ils sont validés par le Sénat (ce qui est loin d'être gagné), représenteraient un [recul sans précédent pour la NSA](#) depuis plus de dix ans. Mais en réalité, beaucoup critiquent déjà cette loi de compromis qui est revenue sur les mesures les plus radicales, et les entreprises comme Facebook ou Google avaient d'ailleurs [retiré leur soutien](#) quelques jours avant le vote en raison de ces mêmes compromis.

Sur le cyber toujours, cette [interview de Gates](#) épingle les Français, « sans doute les plus capables après les Chinois en matière de cyberespionnage, et depuis longtemps ».

Enfin, un article sur « la signification stratégique du cyber parmi les espaces communs » (si tant est qu'Internet en fasse vraiment partie) ("[The Strategic Significance of the Internet Commons](#)")

Retrouvez cette note ainsi que les précédentes sur le site de l'IRSEM [ici](#). Vous pouvez également suivre mon compte Twitter de veille sur les Etats-Unis [ici](#).